Mémoire Consultation sur les services de garde éducatifs à l'enfance

Les thèmes liés aux quatre axes qui y sont présentés :

- Axe 1 : Améliorer l'accès au réseau pour permettre à chaque enfant de développer son plein potentiel.
- Axe 2 : Répondre aux attentes des parents en leur offrant des places en cohérence avec leurs besoins.
- Axe 3 : Promouvoir la garde en milieu familial pour répondre aux besoins des parents.
- Axe 4 : Joindre les enfants les plus vulnérables pour leur offrir des services adaptés à leurs besoins.

Mémoire soumis le 1er juin 2021, à l'adresse suivante : consultation2021@mfa.gouv.qc.ca.

Autorisation

Nous souhaitons que notre mémoire soit partagé.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Le groupe des 9

Le groupe des 9 est composé de gestionnaires chevronnés et innovateurs qui font rayonner plus de 13 CPE, dont 33 installations et 2 BC à travers plusieurs régions du Québec. Ce groupe se rencontre une fois par mois pour partager leurs meilleures pratiques et rêver de projets pour faire évoluer le réseau des CPE-BC. Il se donne comme mission de partager des idées novatrices et constructives, pour amener plus loin la réflexion sur le réseau des services éducatifs afin de faire une réelle différence auprès des familles et des citoyens de demain.

Le groupe des 9 a comme vision que le réseau des CPE-BC soit reconnu comme étant un acteur incontournable dans l'éducation au Québec.

COORDONNÉES

Nancy Ashton, directrice générale, CPE Abracadabra, direction@cpeabracadabra.com, 252 places, 1 CPE, 4 installations (+ 1 en agrandissement de 27 places).

Nathalie Breton, directrice générale, Pitchounette garde en milieu familial Inc, nbreton@bcpitchounette.com, 877 places, 1 BC.

Martine Campbell, directrice générale, CPE L'île aux trésors et CPE La Campinoise, martine@cpeileauxtresors.ca, 240 places et 140 en développement, 2 CPE, 3 installations (+ 2 en développement).

Nancy Chamberland, directrice générale, CPE Chaton et Clair-Soleil, dg@clairsoleil.org, 320 places et 140 en développement, 2 CPE, 4 installations (+ 2 en développement).

Stéphane Claveau, directeur général, CPE Les Petits Cailloux et Les Trottineurs, stephane.claveau@cpecailloux.com 211+80 places, 2 CPE, 7 installations. (+ 1 agrandissement de 13 places).

Sonia Gariépy, directrice générale, CPE Jardin Fleuri, direction@jardinfleuri.ca 171 places, 1 CPE, 4 installations.

Josée Giguère, directrice générale, CPE Les Copains, dg.jgiguere@cpecopains.com, 140 places, 1 CPE, 2 installations.

Claude Jetté, directeur général, CPE Le Zèbre Carotté et Le Colibri, claudejette@zebrecarotte.ca, 125 places, 2 CPE, 2 installations.

Jennifer Larochelle, directrice générale, CPE La Sentinelle des Petits, dg@cpelasentinelledespetits.com, 80 places, 1 CPE, 1 installation.

NOM		PRÉNOM	
Ashton		Nancy	
TITRE (M. ou Mme)	FONCTION		
Mme	Directrice générale, CPE Abracadabra		
TÉLÉPHONE		COURRIEL	
450-377-6747		direction@cpeabracadabra.com	
ORGANISATION REPRÉSENTÉE (le cas échéant)			
Le groupe des 9. (Représente 9 directions de CPE qui coordonnent 12 CPE, 27 installations et 1 BC)			
ADRESSE (n°, rue, app.)			
Siège social CPE Abracadabra, 47 rue Bridge			
VILLE			CODE POSTAL
Ormstown			JOS1K0
TÉLÉPHONE		COURRIEL	
450-377-6747		direction@cpeabracadabra.com	

RÉSUMÉ DU MÉMOIRE ET SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

À la lecture de ce texte, vous constaterez que nos recommandations sont orientées favorablement pour les CPE-BC. Ce réseau est la pierre angulaire de l'éducation en petite enfance au Québec. Comme vous le mentionnez en introduction, dans le document de consultation : « Les SGEE sont, aujourd'hui, un levier essentiel du développement économique et de la prospérité au Québec. »

Par contre, l'essence même de notre projet de société repose sur la qualité des services offerts et sur l'accessibilité de ceux-ci. En ce sens, le rapport Laurent vient nommer, haut et fort, l'importance du rôle que jouent les services de garde de qualité. Dans le document de consultation, il est aussi nommé que le réseau doit : « ...assurer l'égalité des chances, en facilitant l'accessibilité à des services de QUALITÉ qui favorisent le développement du plein potentiel des enfants et qui garantissent leur santé et leur sécurité. »

Nous sommes entièrement d'accord avec cet énoncé. Mais qu'est-ce que la qualité? Poursuivrons-nous le développement des milieux de garde, sans considérer la qualité des services? Nous croyons que nous devons nous élever au-dessus des lobbyistes qui désirent faire du profit sur le dos des enfants. Nous devons nous concentrer sur un vrai projet de société pour les enfants et les générations futures.

Dans le but d'alléger le texte et aller directement au vif du sujet, nous vous présenterons rapidement nos recommandations. Ces recommandations sont basées sur nos connaissances et sur notre expérience terrain, construites depuis plus de 30 ans, dans le réseau des CPE-BC. Elles vous permettront, nous en sommes convaincus, d'identifier des actions concrètes qui pourront réellement faire une différence.

Bonne lecture,

Le groupe des 9

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

Recommandation 1

Un enfant une place.

La problématique du processus d'admission provient du manque de places. Nous devons revenir à la prémisse « **UN ENFANT, UNE PLACE.....en CPE ou en milieu familial** ». Toutes les recherches, et les récents rapports nomment l'importance d'agir tôt avec des services éducatifs de QUALITÉ. Le ministère doit EXIGER l'APPLICATION du programme éducatif du ministère « Accueillir la petite enfance », dans TOUS les milieux de garde, pour assurer l'égalité des chances et optimiser la réussite éducative de tous les enfants.

(Axe 1.1 et 4)

<p>Recommandation 2</p>	<p>Les CPE-BC et écoles font équipe.</p> <p>Considérer officiellement les CPE-BC comme faisant partie du continuum de l'éducation. Chaque enfant doit bénéficier d'une place dans le réseau des CPE-BC, comme cela est fait pour les écoles. Les CPE-BC ne sont pas des services de <i>garde</i>, ce sont des services <i>éducatifs</i> : ils sont des acteurs incontournables pour l'éducation des enfants 0-5 ans au Québec. (Axe 1.1)</p>
<p>Recommandation 3</p>	<p>La formation obligatoire.</p> <p>EXIGER que 100% des personnes travaillant auprès de la petite enfance soient formées. Considérer différentes formations et ajuster les échelles salariales, selon la diplomation. (Axe 1.1)</p>
<p>Recommandation 4</p>	<p>Développement de CPE-BC selon les besoins réels. Arrêt complet du développement des OBL.</p> <p>L'éducation des enfants ne doit pas être basée sur des considérations lucratives. Il faut freiner le développement des garderies privées lucratives (OBL). Miser sur un développement structuré en fonction des besoins réels des territoires, selon des critères déterminés, en se basant sur la cartographie existante. Recenser, à partir du dossier en ligne du MFA, les opportunités de développement avec les CPE actuels et ainsi abolir les comités consultatifs sur l'offre de services à l'enfance (CCO). (Axe 1.1)</p>
<p>Recommandation 5</p>	<p>Une ressource spécialisée – agent pivot dans chaque CPE-BC</p> <p>Avoir une ressource spécialisée et dédiée aux familles vulnérables ou ayant des besoins spécifiques dans chaque CPE-BC. Cette ressource doit être subventionnée par l'allocation de base : services directs, avec un titre d'emploi spécifique intégré dans le guide de classification et rémunération du personnel salarié des CPE-BC. Cette personne jouera un rôle de facilitateur, d'agent pivot pour coordonner les ressources qui graviteront auprès des enfants et leurs familles. Elle assurera un lien entre les éducatrices, la direction, les différents programmes communautaires, les services de la santé et des services sociaux et les familles. Ce spécialiste aura ses accès directs pour enclencher les démarches vers les services offerts au CIUSSS afin que l'enfant et sa famille soient pris en charge, dans des délais de moins de deux semaines. Dans les faits : à quoi bon dépister tôt si cela prend plus d'un an et demi, avant d'avoir les services requis? (Axe 1.2 et 4)</p>

Recommandation 6	<p>Une équipe autour de l'enfant et la famille.</p> <p>Que les enfants identifiés vulnérables et/ou à défis particuliers, subventionnés ou non subventionnés, qui sont recommandés par différentes organisations (DPJ,CMR,CIUSSS,etc), soient accompagnés de professionnels spécialisés, selon leurs différentes problématiques. Il faut un travail de concertation entre les organisations et le CPE-BC. (Axe 1.2 et 4)</p>
Recommandation 7	<p>La mesure exceptionnelle – faire confiance aux spécialistes.</p> <p>La recommandation d'une mesure exceptionnelle doit être intégrée dans le rapport du professionnel et être octroyée selon les recommandations de celui-ci. La subvention devrait arriver rapidement pour sécuriser l'accueil de l'enfant. Le budget pour les mesures exceptionnelles ne devrait pas être limité. (Axe 4)</p>
Recommandation 8	<p>L'accessibilité de la place 0-5 ans aux familles vulnérables</p> <p>Faciliter l'inscription des familles sur La PLACE 0-5, en diminuant les obstacles suivants : l'analphabétisation, la langue, la complexité pour remplir le formulaire, la demande de mise à jour, l'accès à un ordinateur, l'accès au certificat de naissance, etc.</p> <p>Présenter le guichet unique comme un outil pour inscrire son enfant dans plusieurs milieux à la fois, sans pour autant garantir une place, dans les mois qui suivent. (Axe 4)</p>
Recommandation 9	<p>L'intégration des enfants à défis particuliers et leurs réels besoins.</p> <p>Présentement, les CPE-BC accueillent tous les enfants, peu importe leurs particularités qu'ils soient subventionnés comme enfants handicapés ou non. Cette pratique a pour effet de provoquer, parfois, une dynamique de groupe explosive. Nous constatons que ces enfants sont amenés à suivre une routine de groupe qui ne répond pas à leurs besoins particuliers : troubles de l'attachement, TSA, retard global de développement, immaturité affective, trouble de langage, etc. Présentement, nous appliquons une intégration à tout prix mais à quel coût financier et humain? Il faut revoir la définition des enfants handicapés, vulnérables et leur intégration pour optimiser leur développement.</p>

	<p>Le critère : doit être persistant dans le temps et ne doit pas être un critère à cocher. Plusieurs enfants ont des défis réels, qui s'estompent avec le temps.</p> <p>Cette approche permettrait d'offrir des interventions ciblées, en fonction de leurs particularités spécifiques. L'objectif est de mettre l'enfant en situation gagnante et non en situation d'échec.</p> <p>« Est-ce que dans certaines situations, la création de groupes homogènes, tel que proposé au scolaire seraient pertinentes ? » (Axe 4)</p>
<p>Recommandation 10</p>	<p>Redéfinir le rôle des agentes pédagogiques en BC</p> <p>Revoir le rôle et permettre aux agentes pédagogiques d'aller dans tous les milieux familiaux, à titre d'agente d'accompagnement à l'atteinte de la qualité. Les RSE n'ont pas besoin d'être soutenues : elles ont besoin d'être accompagnées, de partager leurs réflexions et de briser leur isolement. Le rôle de l'agente pédagogique doit évoluer. Nous recherchons davantage un profil de communication consciente, de bienveillance, d'écoute empathique pour amener chaque RSE à se dépasser. (Axe 3)</p>

AXE 1 – AMÉLIORER L'ACCÈS AU RÉSEAU POUR PERMETTRE À CHAQUE ENFANT DE DÉVELOPPER SON PLEIN POTENTIEL

Le réseau des CPE-BC est louangé et jaloué par plusieurs pays et par le Canada entier. Les parents nomment leurs désirs d'intégrer leur enfant dans un CPE ou dans un milieu familial reconnu par un bureau coordonnateur. La réputation des CPE-BC n'est plus à faire. Par contre, après 25 ans, il est normal de réfléchir sur ce qui peut être amélioré.

Entre autres, nous désirons souligner que **les difficultés liées au processus d'admission proviennent du manque de places**. Nous sommes d'avis que chaque enfant doit bénéficier d'une place dans le réseau des CPE-BC, comme cela est fait pour les écoles. Les CPE-BC ne sont pas des services de *garde*, ce sont des services *éducatifs* : ils sont des acteurs incontournables pour l'éducation des enfants 0-5 ans au Québec. Les services des CPE-BC doivent répondre à de très hauts standards de qualité. Ils doivent être reconnus comme partenaires auprès de tous les milieux : scolaire, santé et services sociaux, etc. Ils font partie du continuum de l'éducation et sont des spécialistes de la petite enfance au même titre que les milieux scolaires primaires, secondaires, collégiales et universitaires. Le cheminement et l'accompagnement de l'enfant et de sa famille doivent débuter dès la naissance et se poursuivent jusqu'à l'âge adulte.

RECOMMANDATION(S)

1.1 Pour un modèle efficace de développement du réseau des CPE.

- **Recommandation 1 :** La problématique du processus d'admission provient du manque de places. Nous devons revenir à la prémisse : « **UN ENFANT, UNE PLACE.....en CPE ou en milieu familial** ». Toutes les recherches et les récents rapports nomment l'importance d'agir tôt avec des services éducatifs de QUALITÉ. Le ministère doit **EXIGER l'APPLICATION du programme éducatif du ministère « Accueillir la petite enfance »**, dans TOUS les milieux de garde, pour assurer l'égalité des chances et optimiser la réussite éducative de tous les enfants.
- **Recommandation 2 :** Les CPE-BC et écoles font équipe. **Considérer officiellement les CPE-BC comme faisant partie du continuum de l'éducation.** Chaque enfant doit bénéficier d'une place dans le réseau des CPE-BC, comme cela est fait pour les écoles. Les CPE-BC ne sont pas des services de *garde*, ce sont des services *éducatifs* : ils sont des acteurs incontournables pour l'éducation des enfants 0-5 ans au Québec.
- **Recommandation 3 :** Exiger que **100%** des personnes, travaillant auprès de la petite enfance, soient **formées**. Considérer différentes formations et ajuster les échelles salariales, selon la diplomation.
- **Recommandation 4 :** L'éducation des enfants ne doit pas être basée sur des considérations lucratives. Il faut **freiner le développement des garderies privées lucratives (OBL)**. **Miser sur un développement structuré en fonction des besoins réels des territoires**, selon des critères déterminés, en se basant sur la cartographie existante. Recenser, à partir du dossier en ligne du MFA, les opportunités de développement avec les CPE actuels et ainsi **abolir les comités consultatifs sur l'offre de services à l'enfance (CCO)**.

Autres recommandations :

- Les CPE éligibles doivent avoir l'OBLIGATION de développer sur leur territoire si celui-ci est en

déficit de places.

- Décloisonner la règle qui limite une corporation ayant 5 installations ou 300 places maximum. Article 8,93.1 et 93.2 de la LSGEE. Les CPE-BC sont des OSBL créés pour offrir des services éducatifs et non pour générer des surplus. En permettant de gérer de plus grosses structures, les CPE-BC auront des budgets mieux adaptés pour augmenter les ressources humaines et matérielles et ainsi continuer à répondre à la mission éducative.
- Le ministère doit inciter les conseils d'administration à évaluer la possibilité de fusionner, lorsque la situation s'y prête. Pour ce faire, il doit mieux renseigner les administrateurs sur les enjeux de la fusion. Ce n'est pas un processus pour perdre sa couleur de gestion, mais une opportunité pour optimiser les pratiques, augmenter le budget de chaque installation et ainsi offrir davantage de services.

1.2 Pour des places abordables pour l'ensemble des enfants en CPE-BC

- **Recommandation 5 : Avoir une ressource spécialisée et dédiée aux familles vulnérables ou ayant des besoins spécifiques dans chaque CPE-BC.** Cette ressource doit être subventionnée par l'allocation de base - services directs, avec un titre d'emploi spécifique intégré dans le guide de classification et rémunération du personnel salarié des CPE-BC. Cette personne jouera un rôle de facilitateur, d'agent pivot pour coordonner les ressources qui graviteront auprès des enfants et leurs familles. Elle assurera un lien entre les éducatrices, la direction, les différents programmes communautaires, les services de la santé et des services sociaux et les familles. Ce spécialiste aura ses accès directs pour enclencher les démarches vers les services offerts au CIUSSS pour que **l'enfant et sa famille soient pris en charge, dans des délais de moins de deux semaines**. Dans les faits : à quoi bon dépister tôt si cela prend plus d'un an et demi, avant d'avoir les services requis?
- **Recommandation 6 : Une équipe autour de l'enfant et la famille.** Que les enfants identifiés vulnérables et/ou à défis particuliers, subventionnés ou non subventionnés soient accompagnés de professionnels spécialisés, selon leurs différentes problématiques. Il faut un travail de concertation entre les organisations et le CPE-BC.

Autres recommandations :

- Faire attention pour ne pas stigmatiser les familles en employant le mot : vulnérable. Chaque famille peut, à un moment ou à un autre, devenir vulnérable. Misons sur l'accueil empathique et mettons de l'avant que le CPE-BC est une ressource de plus à leur service.
- Prévoir, dans la formation du personnel éducateur un volet abordant l'accueil empathique des familles vulnérables.
- Tous les acteurs, parents et professionnels, gravitant autour de l'enfant, doivent être impliqués et doivent communiquer ensemble pour assurer le développement optimal de celui-ci. L'enfant doit être au centre de toutes les décisions prises par ces acteurs.

AXE 3 – PROMOUVOIR LA GARDE EN MILIEU FAMILIAL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES PARENTS

Comment légitimer que la société subventionne deux modes de garde différents. La RSG doit répondre à des exigences élevées qui sont contrôlées. La PNR peut faire ce qu'elle veut et elle est contrôlée sur la réception d'une plainte seulement. Le réseau éducatif ne devrait pas cautionner ce double standard. Celui-ci est difficile à justifier. Un réseau fort, qui a la prétention d'être la référence mondiale en développement de la petite enfance, doit s'assurer de la qualité de service de tous les prestataires qui accueillent nos jeunes enfants. Le bureau coordonnateur n'a pas à contrôler des PNR. Le ministère de la Famille indique lui-même que :

« Agréé par le ministre, le bureau coordonnateur de la garde en milieu familial constitue l'instance qui coordonne, dans un territoire délimité, les services de garde éducatifs à l'enfance offerts par les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial qu'il a reconnues et qui surveillent l'application des normes établies par règlement. »

Pour répondre aux besoins des parents, il faut cesser de multiplier les modes de garde et se concentrer sur la qualité offerte en milieu familial régi.

Pour ce faire, il faut revoir le rôle des agentes pédagogiques et leur permettre d'aller dans tous les milieux, à titre d'agente d'accompagnement à l'atteinte de la qualité. Les RSG n'ont pas besoin d'être soutenues : elles ont besoin d'être accompagnées, de partager leurs réflexions et de briser leur isolement. Le rôle de l'agente pédagogique doit évoluer. Nous recherchons davantage un profil de communication consciente, de bienveillance, d'écoute empathique pour amener chaque RSG à se dépasser.

RECOMMANDATION(S)

- **Recommandation 10 :** Redéfinir le rôle des agentes pédagogiques en BC et leur permettre d'aller dans tous les milieux, à titre d'agente d'accompagnement à l'atteinte de la qualité. Les RSE n'ont pas besoin d'être soutenues : elles ont besoin d'être accompagnées, de partager leurs réflexions et de briser leur isolement. Le rôle de l'agente pédagogique doit évoluer. Nous recherchons davantage un profil de communication consciente, de bienveillance, d'écoute empathique pour amener chaque RSE à se dépasser.

Autres recommandations :

- Octroyer une somme de 3 000\$/année, pour les nouvelles et les RSE déjà reconnues, pour une période de 3 ans.
- Faire la promotion des avantages à être reconnue comme RSE et couper les incitatifs à devenir prestataire non régis (PNR).
- Diminuer la lourdeur administrative imposée aux RSG.

- Accepter que la RSE offre son service dans un endroit autre qu'une résidence privée telqu'un appartement loué, qu'elle n'habite pas.
- Changer l'appellation : responsable en service de garde (RSG) pour responsable en service éducatif (RSE).
- Bonifier les subventions pour le 7, 8 et 9^e enfant, pour permettre à la RSE de mieux rémunérer son assistante.
- Faciliter le remplacement des RSE en finançant un taux horaire égal à celui d'une éducatrice.

AXE 4 – JOINDRE LES ENFANTS LES PLUS VULNÉRABLES POUR LEUR OFFRIR DES SERVICES ADAPTÉS À LEURS BESOINS

Les CPE-BC accueillent de plus en plus d'enfants ayant des besoins particuliers. Ceux-ci reçoivent ou non la subvention pour enfants handicapés du MFA et/ou milieux défavorisés. Souvent, ils n'ont pas accès aux professionnels de la santé pour favoriser la réussite de leur intégration. Cet état des choses fait en sorte que ces enfants ne sont pas respectés dans leurs réelles capacités à s'inclure dans un groupe.

Considérant que les CPE-BC ont un rôle indispensable d'inclusion de tous les enfants et qu'ils doivent s'assurer de la santé, du bien-être et de la sécurité de l'ENSEMBLE des enfants. Les besoins des enfants à défis particuliers reflètent souvent de grandes difficultés socio-affectives et comportementales. Des crises de désorganisation sont parfois impressionnantes et déstabilisantes pour les autres enfants. Le personnel éducateur n'a pas toujours l'expertise et l'appui de professionnels externes et ne peut soutenir seul les enfants en crise tout en veillant à la sécurité affective des autres enfants. Il nous apparaît indispensable de trouver des solutions pour assurer la mise en place d'un support et d'une structure pour permettre au CPE-BC l'inclusion respectueuse, sécuritaire et bienveillante, propice au développement du plein potentiel de chaque enfant.

Présentement, les CPE-BC accueillent tous les enfants, peu importe leurs particularités. C'est une intégration à tout prix, mais à quel coût financier et humain? Nos recommandations s'appuient sur la prémisse que chaque enfant, peu importe ses particularités, a le droit à une place. Par contre, nous considérons que l'intégration, telle que proposée actuellement, n'est pas optimale pour le développement de tous les enfants. Certains d'entre eux nécessitent des ressources et/ou un environnement et/ou des interventions particulières.

Il est vrai que certains milieux hésitent à accueillir cette clientèle. Plusieurs CPE-BC se retrouvent dans des situations précaires par manque d'expertises ou de services. Il est illusoire de penser que le bien-être de tous les enfants passe par l'intégration dans un groupe régulier. Certains nécessitent des soins particuliers qui exigent une expertise particulière et des ressources

particulières.

Dans ce sens, nous vous proposons brièvement quelques recommandations. Celles-ci sont basées sur des discussions réfléchies et appuyées par notre expérience vaste de plus de 30 ans. Ces recommandations sont aussi en lien avec l'essoufflement du personnel éducateur qui doit déployer une énergie hors du commun pour assurer le développement optimal de tous les enfants incluant les enfants à défis particuliers.

RECOMMANDATION(S)

- **Recommandation 1 :** Tous les enfants doivent trouver une place en CPE-BC. « **Un enfant, une place** ». Nous répondrons alors aux besoins de tous les enfants, peu importe leurs particularités. **Toutes les recherches, et les récents rapports nomment l'importance d'agir tôt avec des services de QUALITÉ. EXIGER L'APPLICATION du programme éducatif du ministère « Accueillir la petite enfance », dans TOUS les milieux de garde pour assurer l'égalité des chances et optimiser la réussite éducative de tous les enfants.**
- **Recommandation 5 :** **Avoir une ressource spécialisée et dédiée aux familles vulnérables ou ayant des besoins spécifiques dans chaque CPE-BC.** Cette ressource doit être subventionnée par l'allocation de base - services directs avec un titre d'emploi spécifique intégré dans le guide de classification et rémunération du personnel salarié des CPE-BC. Cette personne jouera un rôle de facilitateur, d'agent pivot pour coordonner les ressources qui graviteront auprès des enfants et leurs familles. Elle assurera un lien entre les éducatrices, la direction, les différents programmes communautaires, les services de la santé et des services sociaux et les familles. Ce spécialiste aura ses accès directs pour enclencher les démarches vers les services offerts au CIUSSS pour que **l'enfant et sa famille soient pris en charge, dans des délais de moins de deux semaines.** Dans les faits : à quoi bon dépister tôt si cela prend plus d'un an et demi, avant d'avoir les services requis? (Axe 1 et 4)
- **Recommandation 6 :** **Une équipe autour de l'enfant et la famille.** Que **les enfants identifiés vulnérables et/ou à défis particuliers, subventionnés ou non subventionnés** recommandés par différentes organisations reconnues, **soient accompagnés de professionnels spécialisés,** selon leurs différentes problématiques. Il faut un travail de concertation entre les organisations et le CPE-BC.
- **Recommandation 7 :** La recommandation d'une mesure exceptionnelle doit être intégrée dans le rapport du professionnel et être octroyée selon les recommandations de celui-ci. La subvention devrait arriver rapidement pour sécuriser l'accueil de l'enfant. Le budget pour

les mesures exceptionnelles ne devrait pas être limité.

- **Recommandation 8 : L'accessibilité de la place 0-5 ans aux familles vulnérables.** Faciliter l'inscription des familles sur La PLACE 0-5, en diminuant les obstacles suivants : l'analphabétisation, la langue, la complexité pour remplir le formulaire, la demande de mise à jour, l'accès à un ordinateur, l'accès au certificat de naissance, etc. Présenter le guichet unique comme un outil pour inscrire son enfant dans plusieurs milieux à la fois, sans pour autant garantir une place, dans les mois qui suivent.
- **Recommandation 9 : L'intégration des enfants à défis particuliers et leurs réels besoins.** Présentement, les CPE-BC accueillent tous les enfants, peu importe leurs particularités, qu'ils soient subventionnés ou non. Cette pratique a pour effet de provoquer parfois, une dynamique de groupe explosive. Nous constatons que ces enfants sont amenés à suivre une routine de groupe qui ne répond pas à leurs besoins particuliers (troubles de l'attachement, TSA, retard global de développement, immaturité affective, trouble de langage, etc.). Présentement, **nous appliquons une intégration à tout prix mais à quel coût financier et humain?** Il faut revoir la définition des enfants handicapés, vulnérables et leur intégration pour optimiser leur développement.

Le critère : « doit être persistant dans le temps » ne doit pas être un critère à cocher. Plusieurs enfants ont des défis réels, qui s'estompent avec le temps.

Cette approche permettrait d'offrir des interventions ciblées en fonction de leurs particularités spécifiques. L'objectif est de mettre l'enfant en situation gagnante et non en situation d'échec. **Est-ce que dans certaines situations, la création de groupes homogènes tel que proposée au scolaire, seraient pertinentes ?**

Autres recommandations :

- Ne pas stigmatiser les familles en employant le mot : vulnérable. Chaque famille peut, à un moment ou à un autre le devenir. Misons sur l'accueil empathique et plaçons de l'avant que le CPE-BC est une ressource de plus à leur service.
- Prévoir, dans la formation du personnel éducateur, un volet abordant l'accueil empathique des familles.
- Tous les acteurs, parents et professionnels, gravitant autour de l'enfant, doivent être impliqués et doivent communiquer ensemble pour assurer le développement optimal de celui-ci. L'enfant doit être au centre de toutes les décisions prises par ces acteurs.

CONCLUSION

Pour produire ce mémoire, nous avons mis sur pause : la gestion quotidienne de la COVID, le manque d'employées et de RSE, les arrêts maladie, les parents inquiets, etc. La vraie question demeure sans réponse : **Que voulons-nous pour nos enfants au Québec?** Quelle est la raison d'être de notre réseau des services éducatifs? Des lieux pour faire garder nos enfants ou des milieux qui œuvrent à outiller le citoyen de demain?

Nous croyons que le réseau des services éducatifs doit être reconnu comme un acteur essentiel faisant partie du continuum de l'éducation au Québec. La qualité sera au rendez-vous lorsque les différents prestataires de garde seront encadrés équitablement. Le ministère de la Famille doit revoir plusieurs volets pour atteindre l'objectif d'offrir une égalité des chances à tous les enfants du Québec.

« Le réseau des CPE-BC possède une fondation solide reconnue mondialement. Ayons comme société, la grandeur de nos ambitions. Nous souhaitons que le gouvernement actuel ajoute sa contribution significative à ce grand projet de société. »

Merci

Le groupe des 9